

Archives et Souvenirs familiaux

**Nos médecins au péril des
épidémies et des combats**

Patrice de LARRARD

Novembre 2016

Nos médecins au péril des épidémies et des combats



*Pierre Joseph Dechilly, un des premiers médecins français qui aient dû faire face à
« l'invasion du choléra en 1832 ».
Le pastel est de Paul Coki, réalisé en 1880.*

Patrice de Larrard, 2016

Cet opuscule est uniquement à usage familial et ne peut être vendu

Les médecins n'apparaissent dans notre famille qu'au XIX^{ème} siècle et leurs problèmes sont d'abord les maladies nouvelles ou exotiques et les épidémies. A partir du XX^{ème} siècle le danger viendra plutôt des guerres mondiales mais aussi coloniales. Cette division correspond à la chronologie et nous permettra de raconter l'évolution de l'institution médicale à travers les vies de ces hommes de notre parentèle.

Dans ce lot, il y a beaucoup de médecins militaires car l'armée était soucieuse de la santé de ses soldats et permettait à des jeunes hommes intelligents d'obtenir des formations longues à un coût raisonnable. Cette mine de vocations nous permet aujourd'hui de raconter leur vie que l'on trouve aux archives de la Défense, tant pour les militaires que pour les médecins civils. En effet dès 1872 les étudiants en médecine avaient un statut spécial qui leur imposait vers 21 ans de ne faire qu'une seule année dans l'armée comme soldat, puis vers 24 ans, après une première expérience médicale, ils avaient le grade de médecin auxiliaire de réserve (sous-officier), en attendant qu'ils aient obtenu leur titre de docteur en médecine (entre 26 et 31 ans) qui faisaient d'eux des officiers de réserve appelables pour des stages (courts) ou un rappel dans l'armée en période de guerre. Depuis la fin des années 20, les grades des médecins sont les mêmes que ceux de l'armée mais auparavant il y avait des grades spécifiques : aide-major, major, médecin principal...sans parler des grades des chirurgiens de marine. Il faut dire que le mot « chirurgien » au début du XIX^{ème} siècle était péjoratif car le médecin faisait le diagnostic et rédigeait l'ordonnance et le chirurgien exécutait les soins, une saignée par exemple. Tous les chirurgiens pouvaient tenter de soutenir une thèse mais la marine avait installé ses écoles de chirurgie dans des ports (Brest, Toulon, Rochefort), villes qui n'avaient pas de faculté de médecine. Alors que l'armée de terre avait,

depuis la seconde république, exigé un doctorat de médecine et supprimé les « chirurgiens », la marine a voulu garder ses écoles dans ses ports. Tout fut mis sur le même niveau avec la création en 1890 de l'Ecole de Santé Navale de Bordeaux qui amalgamait les chirurgiens-élèves de Navale avec les médecins des colonies et protectorats.

Comme dans toutes les organisations militaires, il y avait une école (Strasbourg, puis Lyon, Bordeaux...) et un examen organisé au Val de Grâce, si bien que l'on sait que Boutié était 22^{ème} sur 87 (3^{ème} décile), Chemin 45^{ème} sur 142 (4^{ème} décile), Delom-Sorbé 25^{ème} sur 55 (5^{ème} décile), Cieutat 140^{ème} sur 170 (9^{ème} décile). Enfin au XX^{ème} siècle on a même créé une école d'application pour les troupes coloniales, Le Pharo à Marseille.

Au XX^{ème} siècle, le service de santé des armées a poussé les médecins militaires à se spécialiser pour toucher également des clientèles civiles : Jaulin du Seutre et Cieutat devinrent ophtalmo et Chemin stomatologue. Ils ont tous les trois quitté l'armée assez tôt pour pratiquer leur art dans le civil.

Proche de l'armée, même pour les médecins civils, ils ont eu droit à la Légion d'honneur : Rémi Lasserre, Léopold Boutié, Maurice Jaulin du Seutre et Joseph Cieutat sont officiers tandis que Chéri Lesueur, Joseph Delom-Sorbé, Armand Jeudi de Grissac (civil) et Jean-Paul Chemin sont chevaliers. En revanche, les deux civils, Pierre Joseph de Chilly et Jacques Jeudi de Grissac, le père d'Armand, n'y ont pas eu droit. Enfin, il faut bien noter que le métier de médecin (militaire ou pas) attire les jeunes filles, si bien que l'âge moyen du mariage de nos médecins est de 33 ans alors que l'écart d'âge entre le médecin et sa femme est de 10 ans sur la période. Cet écart est aujourd'hui bien inférieur et les femmes médecins sont beaucoup plus nombreuses.

Pierre Joseph de Chilly (1807-1885)

Pierre Joseph de Chilly est notre premier médecin par ordre chronologique et un de ceux qui ont absorbé le grand choc médical du XIX^{ème} siècle : le choléra. Le vibrio cholerae est apparu en 1817 au fond de la Sibérie et atteignit la mer Caspienne. L'épidémie arriva à Londres en 1831 et à Paris en 1832. Evidemment l'Europe fut prise à l'improviste et le nombre des malades horrifia les populations. Le docteur de Chilly opérait à cette date au Chesne. Il y joua un rôle si important que le conseil général des Ardennes lui décerna en 1833 une médaille à son nom.

Le graveur-médailleur est Emile Rogat (1770-1852) d'Épinal. La construction du côté face est bien équilibrée avec le dieu Esculape au milieu en toge romaine, à gauche la mort emmène le décédé, tandis

qu'à droite la famille est éplorée, depuis les petits enfants vus de dos, la mère avec une coiffe paysanne et la grand-mère assise.

Le portrait qui décore la page de garde affiche au revers du costume un ruban foncé difficile à reconnaître ; il est possible que ce soit l'ordre belge de Léopold car son épouse, Marie Victoire Lion, a été «pastellisée» en 1835 par J T Dupair, artiste de Malines en Belgique. Dans ce cas cette décoration pourrait être liée à son rôle lors de l'épidémie de choléra.

A une date inconnue, Pierre Joseph Dechilly revint, toujours comme médecin, au pays de ses pères, Vaucouleurs, dans la Meuse. Le «Boss» est son petit-fils.



Chéri Lesueur (1809-1868)

Chéri Lesueur est bien connu des lecteurs de «Les Larrard et la mer» ; sa sœur, Anne-Sophie était l'épouse d'Edouard de Larrard. Né à Rochefort, il choisit dès 1827 de devenir chirurgien de marine et fit sa première navigation sur la corvette La Créole qui allait de Brest à Rochefort en 1834 comme chirurgien de 3^{ème} classe (le bizut). Mais il passe plus de temps aux études pour avoir son doctorat de médecine à Montpellier qu'il obtient le 20 juin 1836. L'année suivante il embarque comme chirurgien major (premier médecin du bateau) sur la goélette La Daphnée basée à Cayenne ; mais en 1838 il est atteint de troubles ophtalmiques qui nécessitent un retour à Rochefort où il va rester à l'hôpital pendant deux

mois...c'est la découverte d'une maladie exotique ! Il n'en aura pas d'autres mais son beau-frère, Duché, qui est chirurgien major de la corvette hôpital, La Caravane, en station aux Antilles, doit être rapatrié d'urgence (crise de fièvre jaune) et, pour trois mois, Lesueur le remplace en 1849, alors qu'il était major du régiment d'infanterie de marine à La Guadeloupe. Les maux exotiques ne sont pas que des histoires pour effrayer les enfants !

Lesueur est décoré de la Légion d'honneur en 1850 et il est promu chirurgien principal de marine en 1854 pour diriger une croisière africaine destinée, notamment, à entretenir l'état de santé des comptoirs français sur les côtes d'Afrique de l'ouest. Il faut rappeler que l'Ancien Régime avait créé le port de

Rochefort pour avoir un arsenal dédié aux colonies du Royaume, en Amérique, en Afrique et dans l'Océan Indien. Je n'ai retrouvé son compte-rendu que récemment si bien que cette croisière n'a pas été racontée dans « Les Larrard et la mer ». Le bateau sur lequel il embarque n'est pas le meilleur coureur mais le but n'est plus de rattraper les bateaux de la traite des noirs ! L'Héliopolis est une frégate de 3^{ème} rang, construite et armée à Rochefort, avec une plaque de cuivre sur la coque en-dessous de la flottaison, mais les canons s'avèrent trop lourds si bien que l'embarcation a tendance à se coucher et il faut réduire la voile. De plus, l'équipage est important, 347 personnes, dont outre Lesueur, il y a un chirurgien de 3^{ème} classe et un officier de santé (sous-officier n'ayant pas un diplôme de médecin). La place de l'hôpital est à l'entrepont avec 6 lits et 8 crochets de hamacs.

L'Héliopolis commence en 1854 sa première campagne. Après avoir fait une fausse sortie (vent contraire), on reprend le vapeur Le Laboureur qui tire la frégate sur 25 miles nautiques sur La Charente pour le mettre à la mer le 31 mars. Il atteint l'île de Gorée (au large de Dakar) le 20 avril où se trouve le reste de l'escadre : un vapeur à roues, le Crocodile, le transport le Bucéphale et la corvette La Zélée (un des bateaux de Dumont d'Urville qui est allé jusqu'à la terre Adélie). La première destination de comptoir est Grand Bassam (près d'Abidjan). Le 20 juillet l'Héliopolis en part pour faire de l'eau et des nourritures fraîches dans l'île portugaise de Principe (au large du Gabon). Le 4 août il arrive sur la côte gabonaise où il trouve une corvette, l'Oise, un vapeur à roues, le brick L'Entreprenant et une frégate maintenue comme ponton-hôpital. Le 7 septembre L'Héliopolis et l'Entreprenant remontent à Gorée mais il faut 36 jours car un calme plat pèse sur l'équateur. Les deux bateaux arrivent à Gorée le 13 octobre. Quand les vents redeviennent favorables, l'Héliopolis repart le 14 juillet 1855 pour Grand Bassam qu'il quitte le 30 août pour faire une escale à Principe. Le voyage continue vers le Gabon où on retrouve L'Oise qui revient de la croisière au Biafra. Puis l'Héliopolis retourne à Gorée le 5 novembre. Fin décembre La Zélée revient de la boucle de Grand Bassam vers la Gabon puis retour pendant globalement 60 à 70 jours selon les vents. En février 1856, arrivent à Gorée le brick Victor, le vapeur l'Euphrate et la gabarre La Recherche. De plus, la compagnie de débarquement a fait deux expéditions sur le fleuve Sénégal jusqu'à Podor (près de la

Mauritanie) avec le vapeur Marabout. Le 30 mars 1856 L'Héliopolis et La Recherche quittent Gorée pour rentrer à Toulon qui est atteint le 27 avril 1856.

Le bilan de la croisière est de 27 rapatriements en cours de mission, 92 malades descendus à terre (convalescence), 1 403 marins traités, 12 morts à bord, 9 626 journées d'hôpital. Les causes de décès sont : 1 affection pulmonaire, 1 dysenterie hémorragique, 3 dysenteries chroniques, 1 fièvre pernicieuse carctique, 1 fièvre pernicieuse méningée, 1 fièvre pernicieuse délirante, 1 hémoptysie, 1 chute de voile... Les maladies les plus récurrentes étaient la dysenterie inflammatoire et la fièvre pernicieuse.

Contrairement à ce qu'on pouvait craindre, Chéri Lesueur revint en pleine forme, tous les médecins de la croisière signèrent le rapport de sa mission qui le louèrent pour la qualité de son travail. A son retour à Rochefort, on lui proposa d'être le major des forges de marine de La Chaussade dans le Limousin, mais il refusa le poste et demanda à prendre sa retraite en 1859 avec une pension annuelle de 2 290 Francs plus les 250 francs pour la Légion d'honneur. Il est décédé en 1868 et sa veuve, née Séphalide Adélaïde Mineau, lui survécut plus de vingt ans avec une pension de 648 francs.

Commentaire phaléristique (*science des décorations*) : Lesueur est exactement au centre des âges d'obtention de la croix de la Légion d'honneur ; son refus d'aller à La Chaussade lui a enlevé toute possibilité d'atteindre le rang d'officier de l'ordre.



La frégate Isis est de la même série que l'Héliopolis, les derniers bateaux de guerre à voiles. On distingue les plaques de cuivre au ras de l'eau.

Rémy Lasserre (1819-1875)

Rémy Lasserre est né à Tarbes d'un père quincaillier-serrurier, sa fille épousera Léopold Boutié. Il rentre à Strasbourg comme chirurgien élève le 29 septembre 1840. En 1846, il soutient à Paris sa thèse de docteur en médecine et devient chirurgien aide-major de 2ème classe au 40ème régiment de ligne. Mais l'exotisme le cueille très vite quand il est détaché comme médecin d'Abd-El-Kader et de sa smala, prisonniers au château de Pau, du 23 avril 1848 au 8 novembre de la même année. Quand il est muté à Nancy au 26ème régiment de ligne, l'Emir lui transmet ses remerciements pour ses services. Très vite, en 1849, il est envoyé au corps expéditionnaire de la Méditerranée chargé de rétablir la papauté de Rome menacée par les nationalistes italiens. C'est à cette date que les chirurgiens de l'armée de terre furent appelés médecins. Rome est moins exotique que la Smala d'Abd-El-Kader mais le pape lui décerne la décoration de chevalier de Pie IX (nom du pape en cours) tandis qu'il est promu médecin aide-major de 1ère classe. De plus, le peintre Bougereau, pensionnaire à la villa Médicis, cherchant des clients, propose à Rémy de le peindre avec sa croix en juin 1853.



Le 24 mars 1855, il est envoyé comme médecin major de 2ème classe en Crimée où les combats pour la prise de Sébastopol nécessitent beaucoup de médecins. Cette campagne est aussi celle qui a vu un pic de décès par les épidémies de choléra et le scorbut. De retour en France en 1856, il est à l'hôpital de Lyon, fait chevalier de la Légion d'honneur, promu médecin-

major de 1ère classe et surtout, à 40 ans, il se décide en 1859 à épouser à Pau Marie Caroline Fourcade qui lui apporte une dot de 27 000 francs et, en plus, une espérance de fortune de 100 000 francs grâce à Laurent Fourcade, banquier palois et père de la demoiselle.

Mais le sud oranais est en révolte en 1864 et Rémy y est envoyé. Par-dessus le marché, en 1867, l'épidémie de choléra s'étend et le major Lasserre se multiplie à Mostaganem, ce qui lui vaut une lettre de félicitation du ministre de la guerre, le maréchal Niel. La suite est plus calme ; il est médecin principal de 2ème classe à l'hôpital de Bayonne en 1868, officier de la Légion d'honneur en 1872 puis médecin principal de 1ère classe à l'hôpital de Bordeaux en 1874. A ce stade, il est terrassé le 8 décembre 1875 par une crise cardiaque. Ci-dessous son dernier portrait.



Sa femme, Marie Caroline, se retrouva alors veuve avec deux filles (dont Louise) et trois garçons avec une pension de 975 francs (qui sera portée à 2 000 francs en 1881), non comprises les économies du banquier.

Commentaire phaléristique : médecin militaire ayant eu la croix de la Légion d'honneur parmi les plus jeunes et ayant obtenu le grade d'officier au bout de 16 ans.

Léopold Boutié (1849-1931)

Léopold Boutié est né à Revel, bon élève au collège de sa ville natale puis au lycée de Toulouse, si bien que lors de son intégration à l'Ecole de Médecine Militaire de Strasbourg le 8 octobre 1868 il demanda une bourse et l'obtint. A vrai dire c'était la fin de cette école puisqu'en septembre 1870, Strasbourg était prise par les allemands et l'école fermée ; le seul souvenir qu'il en garda était la médaille commémorative de la campagne de 1870 que la république française lui attribua en 1912 pour sa participation à la défense de la ville. Il continua donc ses études à Paris où il soutint sa thèse sur «la chute du rectum et son traitement» le 3 février 1873. Sorti du Val de

Grâce, il fut affecté à l'hôpital du Dey d'Alger pendant près de deux ans. Il a bien supporté le climat, si bien qu'il est envoyé en 1881 en Tunisie incomplètement soumise. Il fut alors promu major de 2ème classe et ne rentra en France qu'en septembre 1883, ayant eu droit à la décoration tunisienne du Nichan Iftikar, comme officier de 3ème classe.

A partir de ce moment-là il va suivre le rythme des affectations militaires à commencer par le poste de major de 2ème classe au 88ème régiment d'infanterie à Mirande dans le Gers. Léopold était petit et mince (j'ai testé sa taille et sa carrure en endossant son uniforme, tout correspondait), quelque peu dépensier, gai et agréable, sensible au charme féminin, très soigné, curieux, bon cavalier... bref celui qui devait épouser Louise Lasserre, héritière de quelque fortune. Ce fut fait à Pau le 27 avril 1886 grâce à l'intercession de sa sœur Louise et de son beau-frère Héliodore Miquel jointe à l'entremise de Pierre Bernis (cf Les enseignants de ma parenté). La dot était de près de 40 000 francs alors que l'apport de Léopold n'était que de 10 000 francs.

Les qualités de cavalier de Léopold favorisèrent son accession au 10ème régiment de dragons, stationné à Montauban. C'était une amélioration de paye car la cavalerie était mieux rémunérée que l'infanterie, mais moins que l'artillerie. Léopold venait de franchir une marche.

Mais il a fallu qu'il recule car il commit une faute grave en janvier 1890 : le major Boutié, pourtant présent au quartier, refuse de se rendre au chevet d'un cavalier malade (pieds gelés en salle de police) et délègue son aide-major alors que celui-ci avait son père à l'agonie. La sanction a été de lui imposer 15 jours d'arrêts simples et un déplacement. Le 22 janvier 1891 il est donc muté au 46ème régiment d'infanterie à Auxerre, mais dès mars, il est envoyé au 108ème régiment d'infanterie à Bergerac. Il est alors promu major de 1ère classe et, en 1893, il reçoit la

croix de la Légion d'honneur. En 1894 s'y ajoute la médaille coloniale avec l'agrafe Tunisie et, grâce au petit nombre de médecins militaires cavaliers, il obtient le poste de major de 1ère classe au 18ème régiment d'artillerie à Toulouse en 1895. Que pouvait-il espérer de mieux ?

Il va donc s'installer comme «citoyen de Toulouse» (terme utilisé par son général) et se fait construire un hôtel particulier place Matabiau (avec l'argent de sa femme). Il va donc attendre tranquillement sa retraite jusqu'en 1905 d'autant que quand il avait demandé une promotion, il lui avait été répondu qu'il n'y avait de la place que dans les colonies. Ses supérieurs le définissent avec quelques expressions : «valeur professionnelle moyenne, bon pour le service normal de régiment, manque de zèle et d'esprit militaire».

En 1906 il reçoit la croix d'officier de la Légion d'honneur. Il a été rappelé en 1914 pour siéger à des conseils de révision et, après le décès de Louise d'un cancer en 1926, Léopold va profiter de sa liberté : il va voir son neveu Jean Miquel en garnison en Lorraine et fait un voyage sur le Rhin en Allemagne. Toujours pétulant, il fait ses courses à son gré, lorsque traversant la voie sans faire attention, il est écrasé à Toulouse par un tram le 17 octobre 1931. Son souvenir nous reste grâce aux gravures napoléoniennes qu'il a laissées sur les murs des Terrisses et la médaille de Sainte-Hélène (qu'il ne pouvait pas porter car attribuée aux soldats de Napoléon premier) que Jean-François Couzinet a retrouvée dans la maison de la place Jeanne d'Arc (ex place Matabiau).

Commentaire phaléristique : a eu sa croix de la Légion d'honneur à une date convenable. Il a reçu sa décoration d'officier après avoir été rayé des cadres de l'active. Cela pourrait être l'effet d'une négociation : je me retire si j'ai la croix d'officier. Il avait un délai de 15 ans correct pour passer au grade supérieur dans l'ordre.



A gauche, Léopold en Algérie en 1874, à droite il est passé dans la réserve et pose, toutes décorations dehors, circa 1910.



Jacques Jeudi de Grissac (né en 1848)

Soucieux de lier Léopold Boutié à Rémy Lasserre, je n'ai pas suivi scrupuleusement la chronologie : Jacques est né un an avant Léopold. Jacques est cependant très intéressant car il est de la première génération des médecins civils qui ont été intégrés d'office dans la réserve. Né à Pons le 22 janvier 1848, il est appelé comme soldat de 2^{ème} classe de la garde mobile de la Charente Inférieure le 17 juillet 1870 ; il est devant Orléans quand le général Chanzy dirige sa troupe vers le Mans, puis Laval. Il est libéré avec le grade de sergent l'année suivante. En janvier 1878 il est médecin à Marennes avec le grade militaire d'aide major de 2^{ème} classe de réserve. 1884 apparait comme l'année centrale de cette famille : Jacques épouse Claire Edith Labrousse et la même année son frère Jean épouse Marguerite de Larrard, fille d'Alfred (ce qui explique pourquoi les Jeudi de Grissac sont dans cet opuscule). De plus on apprend que Jacques quitte la Charente pour s'installer à Argenteuil. En 1892 apparait une reprise de choléra dans cette ville, qui lui vaut la médaille des épidémies. Appelé à des hôpitaux ou ambulances complémentaires en Bretagne en 1914, Jacques qui a 67 ans, est rayé des cadres et retourne à Argenteuil en septembre 1915.

Joseph Delom-Sorbé (1860-1921)

Joseph Delom-Sorbé est fils d'un médecin civil de Séméac (Hautes-Pyrénées), village de sa naissance et de son décès. Les Delom-Sorbé sont liés avec nous par l'union de deux filles avec deux frères Larrard (Michel et Jean). Il rentre à l'Ecole de Santé Militaire de Bordeaux le 11 octobre 1884 (après 3 années de médecine) et soutient sa thèse à Bordeaux sur «la trépidation épileptique» en 1885. Il commence donc comme aide-major de 2^{ème} classe dans un bataillon de chasseurs à pieds. Passé dans la première classe, il se marie à Pau avec Marthe Rebeillé ; dans son cas l'apport de l'homme (61 000 francs) est supérieur à celui de l'épouse (44 000 francs).

En 1893 Joseph Delom-Sorbé est major de 2^{ème} classe au 5^{ème} bataillon d'infanterie légère d'Afrique stationné à Batna dans le Constantinois ; mais il supporte mal le climat, fait face à une épidémie de fièvre typhoïde dans la garnison et

souffre d'une bronchite chronique qui nécessite son rapatriement le 16 mai 1895. Il passe alors de caserne en caserne de l'hexagone (160^{ème} RI, 34^{ème} RI, 85^{ème} RI et, in fine, le 18^{ème} RI à partir du 25 janvier 1905, qui va passer de Limoges à Pau). Le médecin major de 1^{ère} classe va alors également diriger les salles militaires de l'hôpital mixte de Pau. Plutôt que d'avoir des hôpitaux militaires dans toutes les villes moyennes, l'armée se gardait des salles dites militaires dans l'hôpital civil alors classé « mixte ». Promu chevalier de la Légion d'honneur en 1906 et ayant fait ses 30 ans de service, il est admis à la retraite le 5 mars 1914 pour se présenter illico à l'élection législative à laquelle il est élu (cf Les officiers de ma parentèle). A titre de réserve, il est promu en 1915 médecin principal de 2^{ème} classe et est réélu lors de la législative de 1919. Il décède en cours de mandat à Séméac le 17 février 1921.

Ses supérieurs le décrivent ainsi : «médecin très consciencieux, chirurgien habile, homme de cœur d'un naturel avenant». Lors de l'épidémie de fièvre typhoïde à Batna, il a «arrêté la marche de la maladie en imposant aux hommes les soins d'hygiène les plus sévères par une surveillance constante de jour et de nuit».

Commentaire phaléristique : un médecin militaire ayant eu la croix de la Légion d'honneur parmi les plus âgés. Il n'était pas depuis assez longtemps dans l'ordre pour demander une promotion mais il a été promu en contrepartie dans le cadre de réserve comme médecin principal de seconde classe.

Maurice Jaulin du Seutre (1882-1944)

Les Jaulin du Seutre sont parents avec les Larrard depuis 1769 à Salignac en Charente Maritime. Maurice est né à Saintes le 29 décembre 1882. Le 26 octobre 1904 il prend un engagement de 6 ans comme élève de l'Ecole de Santé Militaire Navale de Bordeaux. Créée en 1890, elle groupait les médecins de la marine et les médecins de la coloniale. Le 27 janvier 1908, Maurice soutenu sa thèse à Bordeaux sur «les ostéomyélites traumatiques». Immédiatement il entra à la toute neuve Ecole d'Application du Service de Santé des Troupes Coloniales, dite le Pharo à Marseille. Les cessions duraient 6 mois.

Dès le 24 juin 1909, il embarque pour le Tonkin où il est affecté à l'hôpital de Quang Yen, proche de Hanoï, mais très vite il monte au front vers le nord-est où il participe au combat de Yen Po, ce qui lui vaut cette très belle citation du 5 octobre 1909 : « A Mi Long, a montré le plus grand courage personnel et le plus grand sang froid en pansant à 30 mètres des lignes de feu 36 blessés d'une colonne d'observation contre les bandes de Dé Thun au Tonkin ». Il est alors affecté au 1er régiment de troupes tonkinoises avec le grade d'aide-major de 1ère classe, puis en novembre 1910 au 2ème régiment d'artillerie coloniale ; il est rapatrié en France le 3 avril 1911. Le 1er octobre 1912 il embarque pour le Maroc où il est affecté au 4ème bataillon de tirailleurs sénégalais puis au 3ème régiment d'infanterie coloniale. En mai et septembre 1913 les combats furent fréquents et je note la citation de l'affaire de Soukanras « pour sa conduite dans un engagement de nuit et pour le soin aux blessés sous un feu violent à courte distance. A donné à la tête de son petit personnel, un bel exemple de sang-froid et de courage ». Cela lui vaut sa promotion au grade de major de 2ème classe et la croix de la Légion d'honneur.

En 14, il est rappelé en France comme chef de l'ambulance marocaine 4. Il est de nouveau cité le 18 décembre 1915 pour la direction de son ambulance depuis le début de la campagne, ce qui lui vaut la croix de guerre avec étoile d'argent. En février 1916, il est retourné au Maroc pour diriger le service de chirurgie de l'hôpital Louis de Meknès. En 1919 il suit un stage d'ophtalmologie à Bordeaux puis embarque pour Madagascar le 8 juin 1921 où il est affecté à l'hôpital de Diego Suarez. Il est rapatrié en France en 1923 pour une convalescence suivie d'une cure à Vichy. En 1925 il est promu major de 1ère classe et mis en non activité temporaire pour « diplopie par parésie du muscle droit supérieur de l'œil droit, blépharospasme et photophobie. Paludisme chronique avec légère hypertrophie du foie ».

Le 4 mai 1928, l'armée le prépare à une sortie du cadre militaire en lui accordant une « formation sanitaire de l'intérieur ». Le 1er juin 1928, il est admis à la retraite et affecté à la réserve. Il se retire à Bergerac comme ophtalmo, médecin oculiste. En 1935, il est promu officier de la Légion d'honneur. Il

est rappelé en 1939 à l'hôpital complémentaire de Tours et décède en 1944. Son épouse Blanche Chevrier était encore vivante en 1965.

Commentaire phaléristique : il est le plus jeune de notre échantillon à avoir la croix de la Légion d'honneur. Il a été promu officier bien après sa retraite, ce qui est tout à fait mérité compte tenu des risques pris.

Armand Jeudi de Grissac (né en 1884)

Armand est né à Marennès le 11 avril 1884 et a poursuivi la carrière de son père à Argenteuil comme médecin civil. Il a son bac de philo en 1903 et passe en 1905 le concours d'entrée en médecine de Paris. En 1905 il fait son année militaire comme 2ème classe au 36ème RI. A partir de 1908, il a le titre de médecin auxiliaire. En 1912 il soutient sa thèse sur « l'étude de l'organisation sanitaire en France » avec le grade de médecin aide-major de 2ème classe de réserve.

En 1914 il est appelé au 5ème régiment d'artillerie de campagne, passe en 1ère classe en 1915 à l'ambulance 3/61. En août 1916 il est évacué pour maladie, mais la partie plus nouvelle arrive en avril 1917 quand il est en formation pour une mission en Russie avec promotion au grade de major de 2ème classe à titre temporaire. Voici la citation d'Armand du 24 mars 1918 alors qu'il conduisait une unité auto-chirurgicale : « A donné constamment pendant toute la durée de la mission des preuves de courage, d'énergie et de dévouement au cours des journées sanglantes des 27, 28 et 29 janvier 1918 à Odessa. A été désigné pour des missions difficiles et dangereuses dont il s'est acquitté avec tact, montrant le plus grand mépris du danger ». Cela lui valut la croix de guerre avec étoile de bronze. La situation était extrêmement délicate car Odessa était l'enjeu entre les ukrainiens qui voulaient créer une nation autonome (la République Populaire Ukrainienne) et les soviets de la République Soviétique d'Odessa. Les allemands avaient quitté la ville qui était devenue une foire d'empoigne que les français ne maîtrisaient plus. Le 23 juin 1918, Armand est rapatrié.

Il finit sa guerre à l'hôpital complémentaire 28 de Toulouse et à l'ambulance 3/10 à partir du 11 novembre. Il est alors hospitalisé puis mis en congé illimité le 6 avril 1919. Le 4 décembre 1930 il

est décoré de la Légion d'honneur pour sa direction de l'hôpital et de l'hospice des vieillards d'Argenteuil ; il était le spécialiste de la chirurgie des fractures. Il était célibataire.

Commentaire phaléristique : son intervention à Odessa a été reconnue par sa croix de guerre. Sa Légion d'honneur a été attribuée à la demande du ministère de la santé publique.

Joseph Cieutat (né en 1894)

Les Cieutat sont des hommes de loi de Saint-Gaudens et Léontine Jeannie Cieutat a épousé Louis Dastre, le second banquier de la famille et le plus entreprenant. D'ailleurs Louis Dastre et son fils Auguste étaient présents à la naissance de Joseph Cieutat au côté de Philippe Cieutat, le père, greffier en chef du tribunal civil de Saint-Gaudens.

Joseph Cieutat entra à l'Ecole du Service de Santé de Lyon le 10 septembre 1913, ce qui, très vite, l'obligea d'aller sur le front dès septembre 14 avec une instruction moins académique que prévue et un titre vague de médecin auxiliaire. Dès le 25 octobre 1916, il reçut sa première citation : « a dirigé le service médical de son bataillon dans un secteur des plus pénibles et a fait preuve de remarquables qualités d'énergie, d'initiatives et de dévouement, sachant reconforter le moral de ceux qui avaient recouru à ses soins » ; en même temps il acquerra le grade d'aide major de 2ème classe puis de 1ère classe l'année suivante. Le 30 août 1918, il eut droit à une seconde citation : « Médecin de bataillon très dévoué qui, dans les combats, a fait preuve d'initiative dans les transports pour évacuer très rapidement les blessés, dirigeant personnellement sous le feu ses recherches ». Il fut envoyé au Val de Grâce en 1919 et soutint le 29 juin 1920 sa thèse de doctorat à Lyon.

Selon les habitudes du service de santé des armées, il fut alors envoyé dans les colonies, le 10 août 1920, à l'armée du Levant où il fut affecté au 10ème régiment de tirailleurs sénégalais, puis au 17ème régiment de tirailleurs tunisiens. En 1923 il fut envoyé en Allemagne où il opéra à l'hôpital de Dusseldorf en obstétrique et gynécologie, puis à l'hôpital de Mayence. En 1924, il épouse Marie Alberte Laulan, fille d'un pharmacien du Lot-et-Garonne. Le 14 septembre 1927 il rentra en France

comme médecin capitaine aux salles militaires de l'hospice mixte d'Orléans. Il reçut alors la croix de la Légion d'honneur et le grade de médecin commandant. De plus Il fut chargé des cours de perfectionnement des officiers et sous-officiers de réserve à Blois, ce qui lui valut en 1937 la croix des services militaires de 3ème classe.

En 1939, il fut affecté au groupe d'ambulances 5, fait prisonnier, mais libéré au bout d'un an pour passer à l'hôpital Livet de Nantes, puis à l'hôpital civil de Clermont-Ferrand avec le grade de médecin lieutenant-colonel. Il reçut alors une nouvelle citation le 11 mai 1943 qui portait sur les combats de 1940 : « Médecin chef de groupe d'ambulances du corps d'armée, particulièrement actif et dévoué. A déployé toute son activité pendant les affaires de Belgique pour obtenir de sa formation le meilleur rendement. A, en particulier, assuré le transport et les premiers soins aux blessés de Malo-les-Bains les 29 et 30 mai 40 et les 1er et 2 juin en organisant parfaitement son poste de secours et de recueil du Corps d'armée et allant lui-même, malgré le violent bombardement par avion et par canon, diriger la relève des blessés et leur évacuation ».

En mai 44 il fut promu officier de la Légion d'honneur mais en 1946 il fut rayé des contrôles et promu colonel de réserve ; il n'avait alors que 52 ans et a subi la réduction des cadres (mise à la retraite des officiers jugés en surplus après la fin de la guerre). Son honorariat n'a été obtenu qu'en 1958, une forme tardive de compensation. Il faut se souvenir qu'à cette époque les officiers fidèles au maréchal Pétain et restés en métropole étaient défavorisés face aux officiers de la France Libre (les gaullistes, type Leclerc) et à ceux passés en Afrique du nord (par exemple, de Lattre de Tassigny).

L'appréciation de ses supérieurs de 1942, sous Vichy, est élogieuse : « très bon médecin militaire et spécialiste de l'ophtalmologie et ORL très confirmé. D'une grande conscience et d'une haute valeur morale ».

Commentaire phaléristique : a été un des plus jeunes de l'échantillon à avoir la croix de la Légion d'honneur. Son passage au rang d'officier a été quelque peu mouvementé. Il a été fait officier de la Légion d'honneur en mai 44, juste avant la Libération. Il est passé à temps mais n'a pas échappé à la réduction des cadres !

Jean-Paul Chemin (né en 1907)

Jean-Paul Chemin est né à Toulouse le 17 avril 1907 d'un père médecin. Il rentre en faculté de médecine dès 1925 et soutient sa thèse de doctorat à Toulouse le 21 décembre 1931. L'année suivante il ouvre les portes de sa vie en épousant Mercédès Lamothe, dans la ligne de Casimir et des Boutié, et il réussit le concours de médecin militaire d'active. Il est donc affecté comme sous-lieutenant à l'hospice mixte de Montauban avant de passer lieutenant au 10ème Dragons de la même ville. En 1936 il est toujours à Montauban mais cette fois-ci au 7ème spahi algérien ; il ne s'éloigne de sa province natale qu'en 1938 comme capitaine du 8ème bataillon de chasseurs à pied de Toul. Le dépaysement va encore croître lorsqu'il va être affecté à la deuxième division d'infanterie polonaise comme conseiller technique le 18 novembre 1939. D'abord casernée à Parthenay, la division polonaise va se battre en juin 40 dans le Jura. Les allemands encerclent la boucle du Doubs qui accule les polonais à la frontière suisse. Ceux-ci résistent les 16, 17, 18 et 19 juin et ne passent en Suisse que quand les munitions sont épuisées. Le capitaine Chemin est donc interné avec les polonais où il a le poste de directeur du service de santé du centre d'internement d'Abelboder. Cela lui vaudra la décoration de la Krzyz-Walecznych, en français la médaille de la valeur. Voici ce qu'en dit sa hiérarchie : «affecté à la mission militaire française auprès de la 2ème DI polonaise chargé des fonctions de conseiller technique auprès du médecin divisionnaire polonais, le médecin capitaine Chemin très intelligent, très fin, très bien doué, a parfaitement réussi à tous égards dans sa délicate mission».

De retour en France, début 41, il devint un médecin du corps civil de santé à l'hôpital Bertrand



Jean-Paul Chemin, médecin capitaine au 8ème bataillon de chasseurs à pied (ce qui explique l'uniforme foncé) avec son épouse Mercédès Lamothe lors d'un mariage dans les environs de Toulouse en 1938.

de Châteauroux. Il ne retrouva sa fonction militaire qu'en 1944 en se spécialisant en stomatologie et chirurgie maxillo-faciale, passant successivement à l'hôpital militaire Desgenettes de Lyon, puis à l'hôpital Foch à Suresnes où il fut l'adjoint du médecin général Ginestet. Il revint alors à Toulouse à l'hôpital militaire Larrey en 47, où il passa commandant. Mais en 1950, il fut appelé à Paris, au Val de Grâce, comme chef du service de stomatologie. Pendant 12 ans il forma les stomatos militaires faisant paraître avec eux de nombreuses publications. Il y finira sa carrière avec des signes répétés d'honneur : promotion au grade de lieutenant-colonel en 1954, chevalier de la Légion d'honneur la même année, chevalier de la santé publique en 1955, promotion au grade de colonel en 1958, médaille d'honneur du service de santé en 1959, chevalier des palmes académiques en 1960. Le 5 mars 1962 il est rayé des contrôles à sa demande ; en 1967 il est admis à l'honorariat.

Voici l'appréciation du médecin général du Val de Grâce à son départ : «Technicien de valeur très apprécié, qui a su s'attacher une clientèle de qualité et qui a acquis une réputation flatteuse de spécialiste distingué dans les milieux militaires et civils. Esprit très méthodique. Excellent esprit militaire. Excellent officier. Je regrette tout particulièrement son départ de l'armée. Apte à diriger un centre important de la spécialité maxillo-faciale». On peut imaginer qu'à 55 ans, il pouvait bien suivre la voie que son général lui indiquait.

Commentaire phaléristique : le docteur Chemin est celui qui a eu la croix de la Légion d'honneur le plus tard. De plus, il a demandé d'être mis à la retraite.

En forme de conclusion

Quand mes aïeux en 1900 regardaient défiler le 18ème régiment d'artillerie sur les boulevards de Toulouse, il fallait un œil exercé pour reconnaître le major de 1ère classe au milieu des autres officiers supérieurs : certes il n'avait pas d'épaulettes mais des pattes, son col brodé d'un caducée était égaillé d'un velours violet, ses boutons portaient également le caducée...mais pour le reste il était à cheval et avait son sabre comme les autres, avec la même dragonne.

La Grande Guerre a tout modifié : les chevaux et les sabres ont petit à petit disparu et tous les officiers ont eu des pattes à l'épaule. Ces changements ont été concomitants avec les façons de traiter les blessés et malades. Les découvertes de Pasteur et la nécessité de s'adapter aux combats de 14-18 ont complètement changé les habitudes. Rien que pour les hôpitaux militaires, on avait commencé à traiter les soldats dans de grandes bâtisses où on empilait les lits (indice d'efficacité en 1914) avant d'évoluer vers des hôpitaux à bâtiments isolés et de plus petite taille avec des spécialités telles que le traitement des fractures multiples, des gangrènes gazeuses, des brûlures ou bien d'autres maux spécifiques aux armes employées. Concrètement, les blessures des guerres du XIXème siècle étaient en majorité dues aux balles, alors que la Grande Guerre a été celle de l'artillerie et donc des obus à fragmentation qui provoquaient des blessures multiples sur le même soldat. Il y avait aussi les maladies : la promiscuité des soldats de 14 a favorisé l'épidémie de typhoïde à partir de septembre alors que la guerre de mouvement multipliait les occasions de gangrène gazeuse suite au grand nombre de blessés qui ne pouvaient pas être rapidement traités avec des ambulances qui devaient se déplacer sans cesse pour suivre un front toujours mouvant. Enfin,

en 1918 et 19 la grippe espagnole submergea les hôpitaux, une nouvelle pandémie ! Il reste qu'en 14-18 les soldats sont morts plus souvent de blessures que de maladies. C'est l'inverse des temps passés.

Parmi nos médecins, aucun n'est mort au combat, mais Maurice Jaulin du Seutre et Armand Jeudi de Grissac ont senti passer le souffle du boulet. Le choléra a rodé pendant tout le XIXème siècle mais aucun de nos médecins n'en a souffert. Chéri Lesueur, Maurice Jaulin du Seutre et Joseph Delom-Sorbé ont été atteints par des maux imprévus dans leurs campagnes outre-mer. Le médecin est le plus souvent en retrait mais à cette époque, le danger était présent et quelquefois palpable.

La famille de Larrard a découvert cette profession à la génération de mon père dans des spécialités, à la fois avec Jean, ancien élève de Santé Navale de Bordeaux, médecin légiste et médecin du travail à Anglet, et Michel, biologiste à Saint-Gaudens. A ma génération les vocations se multiplièrent avec les enfants de Jean, Françoise, endocrino à Anglet et Philippe, ophtalmo à Cambo, Jean (fils de Joseph) ORL à Poitiers avec sa femme dermato dans la même ville, Philippe, radiologue à Salies du Salat et Bertrand biologiste à Saint-Gaudens à la suite de son père. Soit six spécialistes répartis dans un grand sud-ouest ! Etrangement, je n'ai pu trouver dans la génération suivante qu'un seul médecin, Sophie de Larrard, fille de Bertrand, à Toulouse, mais, en revanche, les auxiliaires de santé semblent se multiplier : Luc fils de François comme infirmier et, en mode féminin, Alexandra fille d'Olivier, Sophie Dubalen comme kinésithérapeute... sans compter ceux que je n'ai pas encore repérés. Dans cette dernière génération, les femmes semblent l'emporter !

Addendum : la famille de Larrard aux XVIIème et XVIIIème siècles.

Depuis 2014, j'ai découvert un passionné de généalogie qui a entrepris de s'intéresser à la famille de Larrard ; il ne l'a pas choisi au hasard car le docteur Eric Maille a épousé Jeanne Caniaux, fille d'Antoinette de Larrard et petite fille d'Alexandre, l'officier de cavalerie puis d'artillerie qui s'était établi à Charleville avant de se retirer à Bordeaux. Faisant des remplacements médicaux en France, quand il a du temps libre, il va chercher des informations aux archives départementales... et il en trouve beaucoup. Je me propose donc d'ajouter à mon fascicule annuel, une note qui complètera ce que nous savions déjà sur l'histoire familiale. Eric, ayant opéré l'an dernier dans le Lot-et-Garonne, notre besace pourrait être lourde. Je propose plusieurs thèmes :

- Larrard/Larralde même combat ?
- La révocation de l'Edit de Nantes.
- Du tabac au minot, de Tonneins à Nérac.
- Les Larrard dans les armées de Louis XIV à Louis XVI.

-1- Larralde/Larrard même combat ?

En basque, Larralde veut dire du côté de la lande. Inutile de dire que depuis longtemps des noms un peu différents sont apparus et beaucoup de dérivés parsèment le sud-ouest. Larrard pourrait être un de ces dérivés.

Pour éclaircir un peu la question, je propose quelques points à rappeler :

- Alexandre de Larrard a été anobli par l'achat d'une charge de secrétaire du roi qui assure la noblesse que si son propriétaire la détient pendant vingt ans ou qu'il meurt en charge. C'est cette dernière occurrence qui concernait Alexandre. Son fils n'était pas encore majeur et son épouse avait été femme de chambre de la reine Marie Leczinska. Il faut alors imaginer le problème du juge d'arme d'Hozier qui doit organiser une généalogie acceptable. Acceptable parce que le propriétaire décédé n'a pas rendu des services remarquables et qu'il n'est honoré que par une charge qui coûte près de 100 000£. Cet embarras est bien celui du XVIIIème siècle qui cherche des ressources budgétaires dont le pays a un pressant besoin. En terme plus précis, entre les XVII et XVIIIème siècles, la noblesse

est devenue pour moitié une noblesse largement financière liée à l'achat des charges tandis que la vieille noblesse était celle des aides à l'Etat soit par les armes soit par les services. D'Hozier ne pouvait que se sentir mal à l'aise dans cette situation et il cherchait un ancêtre présentable. L'a-t-il trouvé ?

- L'autre point à éclaircir est la position sociale de la famille. Sans remonter à ce Simon qui s'était établi sur le marché de Tonneins devant sa balance autour de l'an 1600, il faut bien admettre que les Larrard étaient souvent des marchands comme ce Salomon qui se livrait au négoce du tabac. Alexandre lui-même n'avait qu'un patrimoine de 265 750£ à son mariage le 18 décembre 1737, alors que son patrimoine était de 1 179 660£ lors de son décès le 1er juillet 1760 ; cette progression s'explique par le fait que son capital était placé pour moitié dans des parts des fermes générales et dans des billets et lettres de changes...il était devenu un capitaliste financier comme beaucoup de ses collègues de l'époque. Les écrits du comte de Lagrange Ferrègues, qui avait rédigé une généalogie des Larrard, nous a bien ouvert les yeux sur les activités de nos aïeux en les replaçant au rang des bourgeois et marchands et en évacuant les titres « de noble et d'écuyer » qu'utilisait D'Hozier !

-2- La révocation de l'Edit de Nantes

Le parlement de Bordeaux n'enregistra l'Edit de Nantes que le 8 février 1600, mais les places de Clairac, Monheurt et Tonneins furent classées comme places de sûreté. Le seigneur de Tonneins était alors le duc de La Force ; c'était un chef de guerre protestant qui se mit en campagne dès 1621 alors que Louis XIII descendait vers la Garonne. Le 4 mai 1622, Tonneins signa sa capitulation et La Force fit sa soumission. Mais l'ordre de Louis XIII fut radical avec le démantèlement des fortifications de la ville et l'ordre de ne rebâtir qu'après les 500 pas prescrits à partir de la Garonne. Il fallut quelque temps pour réoccuper les berges du fleuve, source des revenus de la ville-marché fluvial. Enfin dès 1661, Louis XIV commença à rogner les ouvertures que l'Edit de Nantes avait offertes aux protestants et dès 1685 les dragonnades apparurent, le temple

de Tonneins fut détruit et les protestants interdits de la fonction publique.

Pour la famille, on peut citer le rôle actif et bienveillant d'Alexandre de Larrard comme consul de Tonneins – dessous de 1617 à 1625, mais aussi la prompte réaction de l'évêque Mascaron d'Agen, suite au décès de François de Larrard en 1688, qui plaça au plus tôt la petite Marie, née en 1682, à la congrégation de La Croix à Aiguillon, et la réaction similaire de l'intendant pour placer avant 1699 les trois enfants orphelins de Pierre de Larrard et Marthe de Labat, autant d'enfants de la famille sous l'emprise catholique ! Enfin le curé en 1679 constate que Marie Dupré, veuve de Salomon de Larrard, ses quatre fils et une fille ne « font pas leur devoir », et que Paul de Larrard, avocat, « ne s'est point confessé et ne va jamais à l'église, riche et très dangereux ».

Mais l'histoire la plus douloureuse fut celle de Marie de Larrard et de Pierre de Bruse. Ces deux amoureux choisirent de se marier au temple de Bègles, au sud de Bordeaux, le 12 novembre 1684 ; l'année suivante fut proclamé la révocation de l'Edit de Nantes qui poussa le couple à s'enfuir du royaume en abandonnant la petite Marie Prescille de Bruse, trop jeune pour prendre le risque d'une migration aventureuse. Elle fut alors confiée à sa tante de Bruse et à la grand-mère Prescille Ducamp. Celle-ci testa le 6 août 1690 mais désignait Pierre de Bruse comme son héritier général à condition qu'il revienne en France... ce qu'il ne fit pas. La jeune fille épousa le 22 décembre 1700 un cousin germain, Jean-Pierre de Lavaissière, mais on peut imaginer la difficulté pour faire un partage convenable pour une « quasi-orpheline ».

Le couple avait fui à Nimègue (Hollande) puis en Angleterre et Pierre y est décédé après la naissance d'un garçon, Isaac de Bruse. Marie de Larrard ne laissait qu'un shilling à sa fille, selon ses volontés qu'elle remit en français en 1722 à Londres ; son fils Isaac fit traduire ses volontés en anglais le 7 décembre 1744. L'histoire d'un déchirement.

-3- Du tabac au minot, de Tonneins à Nérac

La région de Tonneins s'était intéressée dès le XVIème siècle à la culture du tabac, un des meilleurs de la région. Mais ce qui était une culture habituelle devint un subit engouement, suite à l'installation à Gênes d'un marchand de

Tonneins qui s'établit dans ce port vers 1680. Jean Blanc comprit l'intérêt de consigner à Gênes le tabac de Tonneins que l'on voulait bien lui envoyer pour qu'il le vende à l'exportation. Tous les marchands de Tonneins foncèrent sur cette opportunité. En 1682, Salomon de Larrard arma « Le Joseph » de Bordeaux pour emporter à Gênes une cargaison de tabac appartenant pour moitié à Jean Blanc, un quart à Alexandre de Larrard et le reste à trois autres marchands. L'affaire marcha si bien que la famille de Larrard s'était mise en société avec Degals et Seilhade en 1716. Le tabac de Tonneins était devenu un eldorado semblable au pastel de Toulouse. Mais tout a une fin et le Régent décida en 1719 de donner à bail la culture et le commerce du tabac, confié à la Compagnie des Indes pour dynamiser nos colonies de Louisiane et du Mississippi. Dès l'année suivante l'intendant avait ordre de détruire les semis... et commence alors une phase active de spéculations dont la famille profita. C'était aussi la désolation de Tonneins, que la création d'une manufacture traitant uniquement les feuilles de Virginie et du Maryland en 1726 ne parvint pas à compenser.

En revanche le port de Bordeaux prenait alors son essor et avait besoin d'envoyer aux Antilles des farines de grande qualité qui ne se dégradent pas pendant le transport. Parmi ces farines, les minots de Nérac étaient parmi les meilleurs. Cela explique que les Larrard aient quitté Tonneins pour Nérac. François partit au plus tard en 1732, André, capitaine de milice et fils de Pierre, est décédé en août 1748 au retour de sa campagne de guerre de Succession d'Autriche (trouvaille d'Eric Maille), Isaac quitta en même temps Tonneins pour Nérac où il décéda en 1750 (autre trouvaille d'Eric Maille)... seule reste incertaine la date et le lieu du décès de Louis Elie (entre 1736 et 1763).

François et ses enfants furent donc les premiers membres de la famille à Nérac et, après le décès de François, en 1753, l'ainé, Jean-Pierre-Isaac de Larrard dit de Villary, organisa la réunion du 5 août 1763 de reconnaissance nobiliaire de cette branche de la famille devant le lieutenant des maréchaux de France et la noblesse du département d'Albret. C'est à cette date que la famille eut des armoiries car Alexandre, mort en charge, ne s'était pas soucié de ce détail. Jean-Pierre-Isaac prenait donc un nouveau rôle, assuré

par une place de notable dans la hiérarchie locale. Non seulement, il pouvait mettre en avant Alexandre, mais aussi les services militaires de la famille pendant la guerre de Succession d'Espagne, celle de Succession de Pologne, celle de la Succession d'Autriche et la guerre de 7 ans. La mise en valeur des actes militaires est un bon point pour considérer la noblesse d'une famille ! Par ailleurs, il va épouser en 1769 Marguerite Anne Mourlan, fille d'un des premiers négociants de minots de la ville, Jean Mourlan. D'ores et déjà, parmi les participants du 5 août 1763, on trouvait Joseph Mourlan, troisième consul, et Jacques Mourlan, conseiller du Roi et avocat de la ville, tous bons catholiques. Le mariage avec Marguerite Anne ne sera qu'une consécration de son établissement mais Jean-Pierre-Isaac ne put pas s'empêcher de signaler à la suite d'un petit couplet à son épouse, qu'« il faut savoir que jusqu'à l'âge de 18 ans madame de Larrard avait été très jolie et qu'à cette époque elle eut la petite vérole qui la grava et grossit ses traits ». Le petit couplet était :

« Toi que Vénus l'immortelle
 Décora de tous ses traits
 Et que te trouvant trop belle
 Elle rendit moins parfaits.
 L'amour d'un cœur qui t'adore
 Qui quoiqu'époux dure encore
 Pour la femme à sentiment
 Est un dédommagement. »

A la fin de l'Ancien Régime, Jean-Pierre-Isaac payait une capitation noble de 24 livres, ce qui assurait une certaine aisance, et son frère Urbain une capitation noble de 9 livres. Ce n'était pas la fortune mais il taquinait la muse, voyait de sa campagne la Baïse couler en contre-bas et, surtout en 1791, il atteignit son apothéose quand il fut nommé commissaire du gouvernement près le tribunal du district de Nérac.

Le troisième anoblissement se passa à Barcelone en 1775 quand Juan Alexandro, banquier, obtint son diplôme d'hidalgo de première classe par la grâce de Charles III. Notre branche espagnole se mit alors à sculpter nos armes au sommet de l'escalier de la maison de Barcelone et sur une tombe de l'église de Sant Just i Pastor.

Ces trois anoblissements successifs montrent bien qu'ils étaient nécessaires pour la famille !

-4- Les Larrard dans l'armée de Louis XIV à Louis XVI

Les personnalités d'Ezéchiel du Mas de Mézac et de son demi-frère Daniel de Larrard ont suscité des vocations.

Daniel de Larrard était entré au régiment de Mézac-cavalerie en 1681 et y servit jusqu'en 1690 date à laquelle il devint mestre de camp du régiment alors appelé Larrard-cavalerie jusqu'à son décès en Italie en août 1701. Paul-Salomon entra comme cornette dans ce régiment en 1693 et devint lieutenant en 1697, jusqu'en 1737 ; l'inspection régimentaire de 1736 le présente avec de très bonnes notes : « c'est un très bon officier, sans bien, très bonne famille ». Après la guerre de la succession d'Espagne, Ezéchiel de Larrard de Mézac servit comme lieutenant quelque temps au régiment, dénommé alors Sassenage, avant d'entrer chez les Célestins pour laisser sa place à son frère Jacob qui resta dans le régiment comme lieutenant de 1725 à avant 1736. Il devint capitaine des Cuirassiers de l'Empereur pour peu de temps car il rentra en France en 1740. Paul-Salomon restait le vétéran du régiment ; paralysé, il fut hospitalisé aux Invalides le 20 novembre 1737 et mourut le 8 janvier suivant.

Cette fidélité familiale (56 ans) est remarquable mais pas exceptionnelle dans les régiments de l'époque où des familles se suivaient de génération en génération. En revanche les régiments des enfants du second lit de Salomon étaient des corps créés pour le temps d'une guerre dont les hommes étaient licenciés à la paix ; ce fut le cas pour les régiments d'Aubigné, d'Albigeois et de Rannes-Dragons où servirent Isaac, François et Louis Elie.

Plus surprenant est la fidélité de la famille pour la 4ème compagnie des Gardes du Corps en dépit de passages plutôt courts et espacés. Le premier de la famille est Jacob qui y entra en 1719 et servit jusqu'en 1725. La suite fut prise par les enfants de François (de Nérac), Jean-Pierre qui mourut jeune (à 24 ans) puis son frère, Urbain qui reprit le nom de Mézac. Il rentra au corps le 13 avril 1763 mais une infirmité se déclara et il fut mis à la retraite le 9 juin 1767. Le souvenir de Mézac était mémorable en dépit d'une absence de près de 40 ans ! Jacob était entré au corps sous le duc d'Harcourt et les autres sous le duc de Luxembourg.

Certes les Gardes du Corps étaient les plus proches militaires du Roi mais la solde était

insuffisante si bien que les jeunes hommes préféraient les emplois dans les régiments. De plus, ils étaient en service par quartier ; hors de leur temps de service, ils pouvaient aller dans des casernes disposées autour de Paris, Dreux pour la 4^{ème} compagnie, mais la plupart achetaient des chevaux de petit prix qui les ramenaient chez eux tandis que les chevaux du Roi restaient dans les écuries de Versailles. La 4^{ème} compagnie était en service d'octobre à décembre si bien que l'aller était plutôt agréable, mais le retour plus rigoureux. Les Gardes étaient sélectionnés par leur taille, leur allure et un système de cooptation au sein de la compagnie (les Gardes du Corps restaient peu de temps, 3 ans en moyenne).

La fin du siècle est occupée par le parisien, Alexandre Jean Marie, qui rentra à la première compagnie des mousquetaires en 1762, puis l'année suivante aux Gardes Françaises, corps où il resta jusqu'en 1789 avec le grade de premier lieutenant et la décoration de chevalier de Saint-

Louis. Urbain a pu le rencontrer entre 1763 et 1767 dans la garde royale... mais je ne suis pas sûr que les deux branches de la famille se soient bien entendues ; la mère de Jean Marie Alexandre était une commensale de la « petite cour » alors que les néracais étaient des provinciaux. Les branches de Nérac, de Barcelone et de la Saintonge avaient adopté les armes d'Hozier, mais l'enveloppe du testament de Jean-Marie-Alexandre déposée le 25 avril 1811 à maître Trutat, notaire parisien, apparut à son décès du 15 février 1812, révélant au verso un cachet de cire rouge avec des armes complètement différentes (cf le dessin que j'ai tenté pour les armes de l'enveloppe testamentaire).

A cette date, Jean-Marie-Alexandre n'était plus marquis de Puyguilhem car il avait vendu toutes ses terres dans le Périgord (entre 1768 et 1777) pour acheter en 1779 la Petite Roseraie à Chatenay. Enfin les marquis de Larrard n'ont jamais légalement existés !



